

CONSTITUTION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO DU 24 JUIN 1967

Cf. Journal officiel de la République (8^e année), n°14 du 15 juillet 1967 pp. 564-576.

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a proposé ;

Le peuple congolais lors du référendum organisé du 4 au 24 juin 1967 a adopté ;

Le Président de la République promulgue la Constitution dont la teneur suit :

PREAMBULE

Nous, Représentants du peuple congolais ;

Proclamons notre adhésion à la Déclaration universelle des droits de l'homme ;

Convaincu qu'il n'y a point de grandeur dans la servitude et la dépendance ;

Convaincu que seule la mobilisation des masses, sous l'égide d'un gouvernement révolutionnaire, peut nous permettre de garantir notre indépendance économique, de promouvoir les valeurs qui nous sont propres et de consolider l'unité et l'intégrité nationales;

Mû par la volonté d'assurer à chacun une part équitable des richesses nationales ainsi que le bien-être matériel et de créer les conditions propices à l'épanouissement moral et spirituel de tous les citoyens ;

Convaincu que les peuples d'Afrique ne pourront se libérer totalement de l'emprise étrangère que par la voie de l'unité africaine;

Conscients de nos responsabilités devant Dieu, la Nation et l'Afrique ;

Déclarons solennellement adopter la présente Constitution.

TITRE I

DU TERRITOIRE ET DE LA SOVERAINETE DE LA REPUBLIQUE

Article 1^{er} : La République Démocratique du Congo est un Etat unitaire, démocratique et social.

La République comprend la ville de Kinshasa (la capitale) et les huit provinces

administratives énumérées ci-après : Bandundu, Equateur, Kasai Oriental, Katanga, Kivu, Kongo Central, province Orientale.

L'emblème de la République est le drapeau bleu ciel, orné d'une étoile jaune dans le coin supérieur gauche et traversé en biais d'une bande rouge finement encadré de jaune.

Sa devise est : Paix, Justice, Travail.

Ses armoiries se composent d'une tête de léopard encadrée à gauche d'une branche de palmier et d'une flèche et à droite, d'une pointe d'ivoire et d'une lance, le tout reposant sur une pierre.

Son hymne national est : la Congolaise.

Article 2 : Tout pouvoir émane du peuple qui l'exerce par ses représentants ou par la voie du référendum.

Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Article 3 : Tout acte de discrimination raciale, ethnique ou religieuse, ainsi que toute propagande régionaliste susceptible de porter atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat ou à l'intégrité du territoire de la République sont prohibés.

Toutes les autorités publiques congolaises ont le devoir de sauvegarder l'unité de la République et l'intégrité de son territoire.

Article 4 : Les partis politiques concourent à l'expression du suffrage.

Il ne peut être créé plus de deux partis dans la République. Ces partis s'organisent et exercent leurs activités librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale, de la démocratie et les lois de la République

TITRE II

DES DROITS FONDAMENTAUX

Article 5 : Tous les Congolais, hommes et femmes, sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois.

Aucun congolais ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte d'une loi ou acte du pouvoir exécutif, en raison de sa religion, de son appartenance tribale, de son sexe, de son ascendance, de son lieu de naissance ou de sa résidence.

Article 6 : Toute personne a droit à la vie et à l'intégrité physique.

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des traitements inhumains.

Nul ne peut être mis à mort si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Article 7 : Toute personne a droit au libre développement de sa personnalité, pourvu qu'elle ne viole pas le droit d'autrui, ni n'enfreigne l'ordre de la loi.

Nul ne peut être tenu en esclavage ou en servitude ni dans une condition analogue.

Nul ne peut être astreint à un travail forcé ou obligatoire, sauf dans les cas prévus par la loi.

Tout congolais est astreint au service militaire; celui-ci peut être remplacé par un service civique dans les conditions fixées par la loi.

Article 8 : La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté, ni détenu qu'en vertu de la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Nul ne peut être poursuivi pour une action ou une omission qui ne constitue pas une infraction à la loi au moment où elle a été commise et au moment des poursuites.

Chacun a le droit de se défendre lui-même ou de se faire assister d'un défenseur de son choix.

Nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne.

Article 9 : Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce

que sa culpabilité ait été établie par un jugement définitif.

Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Il ne peut être infligé de peine plus forte que celle applicable au moment où l'infraction a été commise.

Article 10 : Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Dans la République, il n'y a pas de religion d'Etat.

Toute personne a le droit de manifester sa religion ou ses convictions, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques, l'accomplissement de rites et l'état de vie religieuse, sous réserve de l'ordre public et de bonnes mœurs.

Article 11 : Tout congolais a droit à la liberté d'expression.

Ce droit implique la liberté d'exprimer ses opinions et ses sentiments, notamment par la parole, l'écrit et l'image. Il trouve sa limite dans les prescriptions de la loi et les règlements qui appliquent celle-ci.

Article 12 : La famille, base naturelle de la communauté humaine, est placée sous la protection de l'Etat.

Elle sera organisée de manière à ce que soient assurées son unité et sa stabilité.

Toute personne a le droit de se marier avec la personne de son choix et de fonder une famille.

Les soins et l'éducation à donner aux enfants constituent pour les parents, un droit et un devoir qu'ils exercent sous la surveillance et avec l'aide des pouvoirs publics.

Article 13 : Il est pourvu à l'éducation de la jeunesse par l'enseignement national. L'enseignement comprend les écoles publiques ainsi que des écoles agréées contrôlées, prises en charge par les pouvoirs publics et soumises à un statut fixé par la loi.

Tous les Congolais ont accès aux établissements d'enseignement national sans distinction d'origine, de religion, de race ou d'opinion politique ou philosophique.

Les établissements d'enseignement national assurent en collaboration avec les autorités religieuses intéressées, à leurs élèves mineurs dont les parents le demandent ou à leurs élèves majeurs qui le demandent, une éducation répondant à leurs convictions religieuses.

Des écoles privées peuvent être ouvertes lorsque se trouvent remplies les conditions fixées par la loi.

Article 14 : Les droits de propriété individuelle ou collective, qu'ils aient été acquis en vertu du droit coutumier ou du droit écrit, sont garantis.

Il ne peut être porté atteinte à ces droits que pour des motifs d'intérêt général et en vertu d'une loi, sous réserve d'une indemnité équitable à verser au titulaire lésé de ces droits.

La propriété des entreprises privées qui présentent un intérêt national essentiel peut être transférée en vertu d'une loi, à la République, à une collectivité ou à une personne morale publique moyennant une indemnité équitable de leurs propriétaires.

Article 15 : Aucun congolais ne peut être expulsé du territoire de la République.

Tout congolais a le droit de se fixer librement en un lieu la République et d'y jouir de tous les droits qui lui sont reconnus par la présente constitution. Ce droit ne peut être limité qu'en vertu de la loi.

Article 16 : Toute personne a droit à l'inviolabilité de son domicile.

Les autorités publiques ne peuvent porter atteinte à ce droit qu'en vertu de la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Article 17 : Tous les Congolais ont le droit et le devoir de travailler. Nul ne peut être lésé dans son travail, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

Le travailleur peut défendre ses droits par l'action syndicale.

Le droit de grève est reconnu. Il s'exerce conformément aux lois.

Les pouvoirs publics fixent les conditions d'assistance et de protection que l'Etat accorde à ses membres.

Article 18 : Tous les Congolais ont le droit de constituer des associations et des sociétés.

Les groupements dont le but ou l'activité seraient contraires aux lois et dirigés contre l'ordre public sont prohibés.

TITRE III

LES POUVOIRS

Article 19 : «Les principales institutions de la République sont :

- 1° Le Président de la République chef du gouvernement ;
- 2° L'Assemblée nationale ;
- 3° Le gouvernement ;
- 4° La Cour constitutionnelle;
- 5° Les Cours et Tribunaux ».

SECTION I

DU POUVOIR EXECUTIF

§1.- Le Président de la République

Article 20 : Le Président de la République représente l'Etat, Il est le chef de l'exécutif.

Il détermine et conduit la politique de la nation. Il fixe le programme d'action du gouvernement, veille à son application et informe l'Assemblée nationale de son évolution.

Article 21 : Le Président de la République est élu pour 7 ans au suffrage universel direct.

Tout citoyen congolais de naissance, âgé de 40 ans révolus et qui remplit les conditions d'éligibilité à l'Assemblée nationale, peut être élu Président de la République.

L'élection a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés,

Au deuxième tour, seuls restent en compétition, les deux candidats qui ont recueilli le plus grand nombre de voix au premier tour.

Une loi organique fixe les conditions des déclarations des candidatures, du déroulement du scrutin, du dépouillement et des proclamations des résultats.

Article 22 : Avant d'entrer en fonctions, le Président de la République prête, devant le président de la Cour constitutionnelle, en présence de l'Assemblée nationale et des membres de la Cour Constitutionnelle, le serment suivant :

« Moi..... élu Président de la République Démocratique du Congo, je jure d'observer la Constitution et les lois de la République, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire ».

Article 23 : En cas de vacance de la présidence par décès, démission ou pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par la Cour constitutionnelle saisie par le gouvernement, les fonctions de Président de la République sont provisoirement exercées par le président de l'Assemblée nationale.

En cas de vacance ou lorsque l'empêchement est déclaré définitif par la Cour constitutionnelle, l'élection du nouveau Président de la République a lieu sur convocation du président de l'Assemblée nationale 60 jours au moins et 90 jours au plus après l'ouverture de la vacance ou la déclaration du caractère définitif de l'empêchement.

Article 24 : Le Président de la République dirige et contrôle la politique étrangère de la République.

Il accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères ; Les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires sont accrédités auprès de lui.

Article 25 : Le Président de la République communique avec l'Assemblée nationale soit directement, soit par des messages qui ne donnent lieu à aucun débat. Il prononce au moins une fois par an devant l'Assemblée nationale, un discours dans lequel il expose la politique du gouvernement.

Article 26 : Le Président de la République promulgue les lois dans les conditions fixées par l'article 51. Sauf dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article 52, il peut, par un message motivé, adressé à l'Assemblée nationale, avant l'expiration du délai de promulgation, opposer un veto à la loi. A moins qu'elle n'ait été modifiée conformément aux propositions contenues dans le message du Président de la République, la loi n'est définitivement adoptée que si elle recueille les 2/3 des voix des membres de l'Assemblée nationale.

Article 27 : Le Président de la République assure l'exécution des lois et fait les règlements de police et d'organisation interne de l'administration. Il exerce ce pouvoir par voie d'ordonnance.

Article 28 : Le Président de la République peut, après en avoir informé l'Assemblée nationale par un message et après avoir pris l'avis du bureau de celle-ci, soumettre au référendum tout texte qui lui paraît devoir exiger la consultation directe du peuple.

Lorsque le référendum a conclu à l'adoption du projet, le Président de la République le promulgue dans les délais prévus à l'article 51.

La loi ainsi adoptée ne pourra au cours de la législature durant laquelle le référendum a été organisé, être modifiée que moyennant accord du Président de la République.

Article 29 : Le Président de la République nomme et révoque les membres du gouvernement. Il détermine leurs attributions respectives.

Il fixe souverainement les conditions dans lesquelles l'action du gouvernement sera coordonnée.

Avant d'entrer en fonction, les membres du gouvernement prêtent serment devant le Président de la République.

Article 30 : Le Président de la République nomme et révoque les gouverneurs des provinces.

Il nomme et révoque les magistrats du Parquet.

Il est le chef suprême des forces armées et de la police.

Il nomme et révoque les officiers des forces armées et de la Police.

Il nomme et révoque les hauts fonctionnaires de l'administration.

Il reçoit le serment des membres du gouvernement, des gouverneurs des provinces, des conseillers à la Cour constitutionnelle, à la Cour suprême de Justice et des officiers des forces armées et de la police. Il peut remettre, commuer et réduire les peines.

Il confère, conformément à la loi, les grades dans les ordres nationaux et les décorations de la République. Il a le droit de battre la monnaie et d'émettre du papier monnaie en exécution de la loi.

§2.- Le Gouvernement

Article 31 : Les ministres sont les chefs de leurs départements. Ils appliquent chacun dans leurs départements le programme fixé et les décisions prises par le Président de la République.

Ils répondent de leurs actes devant le Président de la République.

Article 32 : Sous réserve des autres dispositions de la présente Constitution, les moyens de contrôle du Parlement sur le gouvernement sont : La question orale ou écrite, l'interpellation, l'audition par les commissions, la commission d'enquête, l'avertissement ou la remontrance.

Article 33 : Le gouvernement est réputé démissionnaire chaque fois que les fonctions de président de la République prennent fin.

Dans tous les cas où le gouvernement est démissionnaire, il expédie les affaires courantes jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement.

§3.- Dispositions communes relatives au Président de la République et aux membres du gouvernement

Article 34 : Le Président de la République n'est pénalement responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison ou de violation intentionnelle de la présente Constitution.

Le Président de la République ne peut être poursuivi pour les infractions prévues à l'alinéa précédent ni pour aucune autre infraction aux lois pénales commises en dehors de ses fonctions que s'il a été mis en accusation par l'Assemblée nationale se prononçant à la majorité des 2/3 de ses membres et au scrutin public.

Il est alors traduit en justice devant la Cour.

Lorsqu'il est condamné pour haute trahison ou pour violation intentionnelle de la présente Constitution ou s'il est frappé d'une condamnation qui entraîne au terme de la loi électorale la privation du droit d'être élu député, la Cour constitutionnelle prononce sa destitution.

Article 35 : Les membres du gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions dans les cas prévus par les lois pénales.

Ils ne peuvent être poursuivis pour les infractions visées à l'alinéa précédent ni pour aucune autre infraction aux lois pénales commises en dehors de leurs fonctions que s'ils ont été mis en accusation par le Président de la République.

Ils sont alors traduits devant la Cour suprême de justice.

Lorsqu'ils sont frappés d'une condamnation qui entraîne au terme de la loi électorale la privation du droit d'être élu député, le Président de la République prononce leur destitution.

Une loi définit la procédure à suivre devant la Cour suprême de justice.

SECTION II

DU POUVOIR LEGISLATIF

§1.- La composition et le fonctionnement du Parlement

Article 36.

Les députés à l'Assemblée nationale représentent la Nation.

Ils sont élus au suffrage universel direct et secret, à raison d'un député par 50.000

habitants ; Chaque fraction de la population égale ou supérieure à 25.000 donne droit à un député de plus.

Article 37 : La durée de la législature est de cinq ans.

Les pouvoirs de l'Assemblée nationale expirent le 15 juin de la cinquième année qui suit son élection.

L'élection de la nouvelle Assemblée nationale a lieu soixante jours au moins et quatre-vingt-dix jours au plus avant la fin de la législature.

Pour être électeur, il faut être congolais, être âgé de 18 ans révolus et ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi électorale.

Pour être éligible à l'Assemblée nationale, il faut être congolais, être âgé de 25 ans et ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi électorale,

La loi électorale fixe les conditions d'agrégation des deux partis nationaux visés à l'article 4 (alinéa 2), le régime des incompatibilités, les modalités des opérations électorales et les conditions dans lesquelles sont désignées les personnes appelées, en cas de vacance du siège, à remplacer les membres de l'Assemblée nationale jusqu'au renouvellement du Parlement.

Article 38 : L'Assemblée nationale vérifie les pouvoirs de ses membres.

En cas de contestation, la Cour constitutionnelle statue conformément à la loi électorale.

Article 39 : Lorsque s'étant présenté sur la liste d'un parti politique, un député cesse d'appartenir à ce parti, il perd son mandat à l'Assemblée Nationale et y est remplacé par son suppléant.

Article 40 : Le mandat d'un parlementaire prend fin par la mort, la démission, l'incapacité permanente, l'absence non motivée et non autorisée à plus d'un quart des séances d'une session ordinaire ou lorsque le parlementaire tombe dans un des cas d'exclusion prévus par la loi électorale.

Article 41 : L'Assemblée nationale se réunit en session ordinaire deux fois par an.

La première session s'ouvre le premier lundi d'avril et prend fin le premier lundi de juillet si l'ordre du jour n'est pas épuisé plus tôt ; la seconde session s'ouvre le premier lundi d'octobre et prend fin le premier lundi de janvier si l'ordre du jour n'est pas épuisé plus tôt.

L'Assemblée nationale est convoquée en session extraordinaire par le Président de la République ou, à la demande d'un tiers de ses membres, par le président de l'Assemblée.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, l'acte de convocation fixe l'ordre du jour de la session.

L'Assemblée nationale se réunit de plein droit en session extraordinaire le lendemain du jour où expirent les pouvoirs de l'Assemblée précédent en vue de constituer son bureau.

Le Président de la République déclare la clôture des sessions ordinaires sur proposition du bureau de l'Assemblée nationale et celle des sessions extraordinaires dès que l'Assemblée a épuisé l'ordre du jour.

Article 42 : Chaque année, à la session ordinaire d'avril, l'Assemblée nationale élit son bureau qui comprend un président, deux vice-présidents et quatre secrétaires.

Article 43 : Les membres du gouvernement ont le droit et s'ils en sont requis, l'obligation d'assister aux séances de l'Assemblée nationale. Ils doivent être entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Article 44 : Pour les séances de l'Assemblée nationale, un tiers des membres constitue le quorum. Toutefois, sous réserve des autres dispositions de la présente Constitution, l'Assemblée nationale ne prend ses décisions qu'autant que la majorité absolue de ses membres se trouve réunie.

Sous réserve des autres dispositions de la présente Constitution, et sauf ce qui sera établi par le règlement de l'Assemblée nationale à l'égard des élections et présentations, toute résolution, toute décision est prise à la majorité absolue des suffrages.

L'Assemblée nationale fixe son règlement d'ordre intérieur.

§2 L'élaboration de la loi

Article 45 : Le pouvoir législatif est exercé par l'Assemblée nationale.

L'initiative des lois appartient concurremment au président de la République et à chacun des membres de l'Assemblée nationale.

Les membres de l'Assemblée et ceux du gouvernement ont le droit d'amendement au cours de toute la procédure législative.

Article 46 : La loi fixe les règles concernant :

- Les droits civiques, les obligations civiques et militaires ;
- La nationalité, l'état et la capacité des personnes, les régimes matrimoniaux, les successions et les libéralités ;
- La détermination des infractions qui entraînent des peines d'une durée dépassant 6 mois, l'amnistie, la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats ;
- L'assiette, le taux et les modalités de recouvrement des impositions de toutes natures, le régime d'émission de la monnaie ;
- Le régime électoral de l'Assemblée nationale ainsi que celui des conseils provinciaux et locaux ;
- La création de catégories d'établissements publics.
- La loi fixe également les principes fondamentaux ;
- De l'organisation générale de la défense nationale ;
- De la libre administration des provinces et des collectivités locales, de leurs compétences et de leurs ressources ;
- De l'enseignement ;
- Du régime de la propriété, des droits et des obligations civiles et commerciales ;
- Du droit du travail, du droit syndical et de la sécurité sociale ;
- Des garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat ;
- De l'aliénation du domaine privé et de la gestion du domaine de l'Etat ;
- De la mutualité et de l'épargne ;

- De l'organisation de la production ;
- Du régime des transports et des télécommunications.

• Les lois de finances déterminent les ressources et les charges de l'Etat dans les conditions prévues par une loi organique.

La loi détermine les objectifs de l'action économique et sociale de l'Etat. Le plan est approuvé par la loi.

Les dispositions du présent article pourront être précisées et complétées par une loi organique.

Article 47 : Sans préjudice des autres dispositions de la présente Constitution, les matières autres que celles qui sont du domaine de la loi, ont un caractère réglementaire.

Les textes législatifs intervenus en ces matières peuvent être modifiés par ordonnances prises après avis de la Cour constitutionnelle.

Article 48 : L'Assemblée nationale vote les projets de loi budgétaire qui doivent être déposés sur son bureau au plus tard à la session d'octobre.

Tout amendement au projet de budget entraînant un accroissement de dépenses doit prévoir les voies et moyens nécessaires et tout amendement entraînant une diminution de recettes qui aura pour effet de rompre l'équilibre du budget doit prévoir une diminution de dépenses correspondantes ou des recettes nouvelles.

Si l'Assemblée nationale ne s'est pas prononcée sur le projet présenté par le gouvernement avant l'ouverture du nouvel exercice, les dispositions de ce projet peuvent être mises en vigueur par une ordonnance-loi.

Si le projet de loi budgétaire d'un exercice n'a pas été déposé en temps utile pour être promulgué avant le début de cet exercice, le Président de la République demande à l'Assemblée nationale l'ouverture des crédits provisoires nécessaires.

Dans le cas où l'Assemblée nationale ne se prononce pas dans les quinze jours sur l'ouverture des crédits provisoires, les

dispositions du projet prévoyant ces crédits sont mises en vigueur par ordonnance-loi.

Article 49 : La loi électorale, la loi sur la nationalité et les lois auxquelles la présente Constitution confère le caractère de lois organiques ne sont adoptées par l'Assemblée nationale qu'à la majorité absolue de ses membres.

Elles sont modifiées dans les mêmes conditions.

Article 50 : Si un projet ou une proposition de loi est déclaré urgent par le président de la République, il est examiné par priorité par l'Assemblée nationale.

Article 51 : Les lois sont promulguées par le président de la République dans les vingt jours de leur transmission au gouvernement par le président de l'Assemblée nationale.

Elles sont revêtues du sceau de l'Etat et publiées au journal officiel de la République.

A moins qu'elles n'en disposent autrement, les lois entrent en vigueur trente jours après leur publication au journal officiel.

Article 52 : L'Assemblée nationale peut soit de sa propre initiative soit à la demande du Président de la République, habiliter celui-ci, par une loi, à prendre, pendant un délai limité, par ordonnances-lois, des mesures qui sont du domaine de la loi.

L'Assemblée nationale peut à tout moment, par une loi, modifier ou retirer le pouvoir ainsi délégué au Président de la République.

Article 53 : La déclaration de guerre est autorisée par l'Assemblée nationale.

Lorsque la guerre est déclarée, le président de la République peut proclamer l'état de siège et, jusqu'à ce que l'état de guerre prenne fin, exercer les mêmes pouvoirs que sous un régime de l'état d'urgence.

Article 54 : Lorsque des circonstances graves menacent d'une manière immédiate l'indépendance de la Nation ou qu'elles provoquent l'interruption du fonctionnement régulier des institutions de la République ou encore lorsqu'elles risquent de porter atteinte aux intérêts vitaux de l'Etat, le Président de la

République, après consultation du bureau de l'Assemblée nationale, proclame l'état d'urgence pour une durée qui n'excédera pas 6 mois.

Il prend alors les mesures exigées par les circonstances. Il en informe la Nation par un message.

Lorsque l'Assemblée nationale n'est pas en session, le Président de la République la convoque en session extraordinaire.

Article 55 : Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou jugé en raison des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut, pendant la durée d'une session, être poursuivi ou arrêté, en matière répressive, qu'avec l'autorisation de l'Assemblée nationale, sauf le cas de flagrant délit.

La détention d'un membre de l'Assemblée nationale ou les poursuites contre un membre de l'Assemblée nationale sont suspendues si celle-ci le requiert, mais cette suspension ne peut dépasser la durée de la session en cours.

En dehors des sessions, aucun membre de l'Assemblée ne peut être arrêté sans autorisation du bureau de l'Assemblée sauf le cas de flagrant délit ou d'attentat contre la vie ou l'intégrité corporelle, de corruption, ou encore s'il s'agit de poursuites autorisées ou de l'exécution d'une condamnation.

SECTION III

DU POUVOIR JUDICIAIRE

§ 1-Dispositions générales

Article 56 : Le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs législatif et exécutif.

Il est dévolu aux cours et tribunaux. Il ne peut créer de commissions ni de tribunaux extraordinaires sous quelque dénomination que ce soit.

Les arrêts et jugements ainsi que les ordonnances des cours et tribunaux sont exécutés au nom du Président de la République.

Article 57 : Les cours et tribunaux appliquent la loi et la coutume pour autant que celle-ci soit conforme aux lois et à l'ordre public de l'Etat.

Les cours et tribunaux n'appliquent les actes des autorités administratives que pour autant qu'ils soient conformes aux lois.

Article 58 : Le Président de la République peut, lorsque l'état de siège ou d'urgence a été proclamé, suspendre sur tout ou partie du territoire de la République et pour la durée qu'il fixe, l'action répressive des cours et tribunaux et y substituer celle des juridictions militaires pour les infractions qu'il détermine.

Dans le cas où l'action des juridictions militaires est substituées à celles des cours et tribunaux de droit commun, les droits de défense et de recours en appel ne peuvent être supprimés.

§2- Des cours et des tribunaux

Article 59 : L'ensemble des cours et tribunaux comprend une Cour suprême de justice, des cours d'appel, des cours militaires et des tribunaux.

L'organisation, la compétence des cours et des tribunaux ainsi que la procédure à suivre sont réglées par la loi.

Article 60 : La Cour suprême de justice comporte deux sections :

- La section judiciaire ;
- La section administrative.

La section judiciaire est compétente notamment :

1. Pour connaître des pouvoirs en cassation, formés pour violation de la loi et de la coutume, contre les décisions d'appel et par les tribunaux. Elle connaît du fond des affaires ;
2. Pour juger les membres du gouvernement, dans les cas visés par l'article 35 de la présente Constitution.

La section administrative est compétente notamment :

- 1) Pour connaître en premier et en dernier ressort des recours et décisions des autorités centrales ;

- 2) Pour connaître de l'appel des décisions rendues par les sections administratives des cours d'appel sur les recours en annulation pour violation de la loi, formés contre les actes, règlements et décisions des autorités administratives provinciales et locales ;

- 3) Pour connaître, dans les cas où il n'existe pas d'autres juridictions compétentes, de demandes d'indemnités relatives à la réparation d'un dommage exceptionnel matériel ou moral résultant d'une mesure prise ou ordonnée par les autorités de la République. Elle se prononce en équipe en tenant compte de toutes les circonstances d'intérêt public ou privé.

Article 61 : La Cour suprême de justice siège toutes sections réunies dans les cas prévus par la loi.

La compétence de la Cour s'exerce sur toute l'étendue du territoire de la République.

Les cours et tribunaux inférieurs sont tenus de se conformer aux arrêts de la Cour suprême de justice.

Article 62 : Les cours d'appel comprennent une section judiciaire et une section administrative.

La section administrative est compétente pour connaître en premier ressort des recours en annulation pour violation de la loi, formés contre les actes, règlements et décisions des autorités administratives provinciales et locales.

Les cours d'appel siègent toutes sections réunies dans les cas prévus par la loi.

§3- Des magistrats et du Conseil supérieur de la magistrature

Article 63 : Le statut des magistrats est fixé par une loi.

Le magistrat du siège est inamovible ; Il ne peut être déplacé que par une nomination nouvelle.

Article 64 : La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature sont fixés par la loi.

Le Conseil supérieur de la magistrature est la juridiction disciplinaire des magistrats du siège.

Il est consulté sur les nominations des magistrats du siège des cours et des tribunaux.

TITRE IV

DES COLLECTIVITES REGIONALES ET LOCALES

Article 65 : Les provinces ainsi que les autres collectivités régionales et locales de l'Etat sont organisées par la loi.

La loi détermine les principes fondamentaux de leurs attributions, de leur compétence et de leurs ressources.

Kinshasa, capitale de la République, ne relève d'aucune province. Une loi organique spéciale fixe son statut.

TITRE V

DES FINANCES PUBLIQUES

Article 66 : Il ne peut être établi d'impôt qu'en vertu de la loi. La contribution aux charges publiques constitue un devoir pour chaque citoyen.

Il ne peut être établi d'exemption ou allègement fiscal qu'en vertu de la loi.

Article 67 : Il est institué dans la République une Cour des comptes dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont régis par la loi.

Les conseillers à la Cour sont nommés par le Président de la République.

La Cour contrôle, dans les conditions fixées par la loi qui l'a organisée, la gestion des finances publiques.

TITRE VI

DES TRAITES ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 68 : Le Président de la République négocie et ratifie les traités et accords internationaux.

Les traités de paix, les traités de commerce, les traités et accords relatifs aux organisations internationales et aux règlements des conflits internationaux, ceux qui engagent les finances publiques, ceux qui modifient des dispositions législatives et ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent échange ou adjonction de territoire, ne peuvent être ratifiés qu'en vertu d'une loi.

Nul échange, nulle adjonction de territoire, n'est valable sans l'accord des populations intéressées consultées par la voie du référendum.

Si la Cour constitutionnelle, consultée par le président de la République ou par l'Assemblée nationale, déclare qu'un traité ou un accord international comporte une clause contraire à la Constitution, la ratification ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution.

Les traités ou accords internationaux régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque traité ou accord, de son application par l'autre partie.

Article 69 : En vue de promouvoir l'unité africaine, la République peut conclure des traités et accords d'association comportant abandon de sa souveraineté.

TITRE VII

DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE ET DU CONTROLE DE LA CONSTITUTIONALITE

Article 70 : La Cour constitutionnelle comprend neuf conseillers dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable immédiatement.

Elle se renouvelle par tiers tous les trois ans.

Les conseillers de la Cour constitutionnelle sont nommés par le président de la République, pour un tiers de conseillers, sur sa propre initiative, pour un autre tiers, sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature.

La Cour élit son président parmi ses membres.

Une loi organique fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cour constitutionnelle ainsi que la procédure suivie devant celle-ci.

Article 71 : La Cour constitutionnelle est compétente pour connaître :

- 1) Des recours en appréciation de la constitutionnalité des lois et des actes ayant force de loi ;
- 2) Des recours en interprétation de la présente Constitution, formés à l'occasion des différends portant sur l'étendue des pouvoirs attribués et des obligations imposées par la présente Constitution respectivement au président de la République, à l'Assemblée nationale ou aux cours et tribunaux ;
- 3) De toutes les affaires à l'égard desquelles la présente Constitution ou la loi lui attribuent compétence.

La Cour constitutionnelle est compétente pour juger le président de la République dans les cas visés par l'article 34 de la présente Constitution.

La Cour veille à la régularité de l'élection du président de la République. Elle examine les réclamations et statue sur celles-ci ; elle proclame les résultats du scrutin.

La Cour statue, en cas de contestation, sur la régularité des élections des membres de l'Assemblée nationale ainsi que sur l'acte de l'Assemblée nationale constatant la démission d'office d'un de ses membres, en application de l'article 39, ou la fin du mandat d'un de ses membres pour l'une des causes prévus à l'article 40.

Article 72 : Peuvent saisir la Cour constitutionnelle d'un recours en appréciation de la constitutionnalité :

- a. Des lois et du règlement de l'Assemblée nationale : Le Président de la République ;
- b. Des actes du Président de la République ayant valeur de loi : le bureau de l'Assemblée nationale ;
- c. Des lois et des actes du président de la République ayant valeur de loi : La cour suprême de justice, de sa propre initiative, ou lorsqu'une exception d'inconstitutionnalité est soulevée devant elle.

Peuvent saisir la Cour constitutionnelle d'un recours en interprétation : le Président de la République le bureau de l'Assemblée nationale et la Cour suprême de justice.

Article 73 : Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont susceptibles d'aucun recours.

Tout acte déclaré non conforme à la présente Constitution est abrogé de plein droit.

L'inconstitutionnalité d'une ou de plusieurs dispositions d'un acte n'entraîne pas nécessairement l'abrogation de tout acte. Le pouvoir d'appréciation de la Cour est souverain en cette matière.

TITRE VIII

DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Article 74 : L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président de la République et à la moitié des membres de l'Assemblée nationale.

Le projet de révision est adopté par l'Assemblée nationale à la majorité des deux tiers de ses membres.

Le Président de la République promulgue, conformément à l'article 51, le texte adopté qui entre en vigueur au même article.

Article 75 : La révision de la Constitution peut également s'opérer dans les conditions prévues à l'article 28.

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article I : Pour autant qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions de la présente Constitution, les textes législatifs et réglementaires existant à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution restent maintenus jusqu'au moment de leur abrogation.

Toutefois, les lois et les actes réglementaires provisoires cesseront, sauf s'ils sont prorogés,

de produire leurs effets à la date fixée pour leur expiration.

Article II : Sauf le cas prévu à l'article 23, les pouvoirs du Président de la République actuellement en fonction ne viendront à expiration qu'au moment de la prestation de serment du président de la République qui sera élu, pour la première fois, conformément aux dispositions de l'article 21. Cette première élection aura lieu 90 jours à dater du 24 novembre 1970.

Avant l'élection de l'Assemblée nationale, en cas de vacance de la présidence par décès, démission ou pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par la Cour constitutionnelle saisie par le gouvernement, les fonctions du Président de la République seront provisoirement exercées par le gouvernement.

Article III : Les pouvoirs des Chambres législatives actuellement en place expirent à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution.

Dans les 60 jours qui suivront la clôture du scrutin, l'Assemblée nationale qui sera élue, à la date fixée par ordonnance, en remplacement des Chambres législatives actuellement en place, sera convoquée en session par le Président de la République.

Article IV : Le Président de la République actuellement en fonction exercera le pouvoir législatif par voie d'ordonnance-loi jusqu'à la date de la constitution de l'Assemblée nationale élue conformément aux dispositions de l'article III.

Jusqu'à la même date, le Président de la République est habilité à modifier les dispositions du titre IX de la présente Constitution.

Article V : Les textes législatifs intervenus antérieurement dans les matières qui, d'après les dispositions de la présente Constitution, relèvent du domaine de la loi, ne pourront, à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution, être modifiés que par voie de lois.

Article VI : Les traités ou accords internationaux conclus avant le 30 juin 1960 ne

resteront valables que pour autant qu'ils n'aient pas été modifiés par la législation nationale.

Article VII : En attendant la création de la Cour constitutionnelle et de la Cour suprême de justice, la Cour d'appel de Kinshasa exerce les attributions dévolues à ces Cours par la présente Constitution.

Si la Cour suprême de justice est créée avant la Cour constitutionnelle, elle exercera, en attendant la création de celle-ci, les attributions de la Cour constitutionnelle.

La loi organique fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Cour constitutionnelle pourra porter toutes dispositions transitoires, même dérogations à l'article 70, en vue de rendre possible l'application intégrale des dispositions du titre VII et de faciliter la mise en place de la Cour.

Article VIII : Avant la mise en place du Conseil suprême de la magistrature, la Cour suprême de justice et, en attendant la création de cette Cour, la Cour d'appel de Kinshasa exerceront provisoirement les attributions dévolues au Conseil.

TITRE X

DISPOSITIONS FINALES

Article IX : La Constitution de la République Démocratique du Congo du 1^{er} août 1964 est abrogée.

Article X : La présente Constitution entre en vigueur le jour de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 24 juin 1967

J.D. MOBUTU
Lieutenant Général
Par le Président de la
République

Le Ministre de l'Intérieur,
E. TSHISEKEDI

Le Ministre de la Justice
J. N'SINGA

LOI N°70-001 DU 23 DECEMBRE 1970 PORTANT REVISION DE LA CONSTITUTION

L'Assemblée nationale a adopté, le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : L'article 4 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Le Mouvement populaire de la révolution est le seul parti politique de la République ».

Article 2 : L'article 19 de la Constitution est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les principales institutions de la République sont :

1° Le Mouvement populaire de la révolution ;

2° Le Président de la République, Président du parti et chef du Gouvernement ;

3° L'Assemblée nationale ;

4° Le Gouvernement ;

5° la Cour constitutionnelle ;

6° Les Cours et tribunaux.

Article 3 : Les sections I, II et III de la Constitution deviennent respectivement les sections II, III et IV dudit titre.

Article 4 : Il est inséré dans le titre III de la Constitution une section 1 intitulée : « Du Mouvement Populaire de la Révolution » et comprenant un article 19 bis ainsi conçu :

« Article 19 bis. - Le Mouvement Populaire de la Révolution est l'institution suprême de la République. Il est représenté par son président.

« Toutes les autres institutions lui sont subordonnées et fonctionnent sous son contrôle ».

« Les structures et organes du Mouvement Populaire de la Révolution sont déterminés par ses statuts et règlements ».

Article 5 : L'alinéa 4 de l'article 21 de la Constitution est supprimé.

L'alinéa 5 du même article est remplacé par la disposition suivante :

« Une loi organique fixe les conditions de la présentation du candidat, du déroulement du scrutin, du dépouillement et des proclamations des résultats ».

Article 6 : L'article 22 de la Constitution est remplacé par les dispositions suivantes :

« Avant d'entrer en fonction, le Président de la République prête le serment suivant devant la Cour constitutionnelle, en présence de l'Assemblée nationale :

« Moi.....élu Président de la République Démocratique du Congo, je jure d'observer la Constitution et les lois de la République, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire ».

Article 7 : Le sixième alinéa de l'article 37 de la constitution est remplacé par la disposition suivante :

« La loi électorale fixe les conditions de présentation des candidats, le régime des incompatibilités, les modalités des opérations électorales et les conditions dans lesquelles sont désignées les personnes appelées, en cas de vacance du siège, à remplacer les membres de l'Assemblée nationale jusqu'au renouvellement du parlement ».

Article 8 : L'article 39 de la Constitution est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsqu'un député se rend coupable de manquement grave à la discipline du parti, il perd son mandat à l'Assemblée nationale et y est remplacé par un suppléant ».

Article 9 : La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Kinshasa, le 23 décembre 1970

Se/ **J.D. MOBUTU**
Lieutenant Général

LOI N°74/020 DU 15 AOUT 1974 PORTANT REVISION DE LA CONSTITUTION DU 24 JUIN 1967

EXPOSE DES MOTIFS

La présente révision constitutionnelle vise à tirer toutes les conséquences de l'institutionnalisation du Mouvement Populaire de la Révolution décidée lors du premier Congrès extraordinaire qui a eu lieu à N'Sele en mai 1970 afin d'adapter le texte de base qui régit notre pays à nos réalités.

La Constitution révisée consacre le Mobutisme comme doctrine du Mouvement Populaire de la Révolution.

Cette doctrine a comme contenu la pensée, les enseignements et l'action du Président Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution, qui ont fait des Zaïrois ce qu'ils sont aujourd'hui.

En effet, avant 1965, nous avons connu des guerres fratricides, la dislocation de l'unité nationale, le marasme de l'économie, bref la démission du pouvoir et la faillite de l'Etat.

Devant cette situation, un vaillant fils de ce pays a pris ses responsabilités, il s'agit du Général MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZABANGA, alors commandant en chef de l'Armée. C'était le 24 novembre 1965.

Depuis lors, tout un processus a été déclenché : pacification du pays, recouvrement de l'unité nationale, démarche pour l'affirmation de l'indépendance économique et la création d'un nouveau type d'homme, démuné de toute aliénation mentale, grâce à la prise de conscience nationale et à la philosophie politique du recours à l'authenticité.

C'est pour toutes ces raisons et tant d'autres encore que, en vue de rendre un vibrant hommage au créateur du MOBUTISME, il a plu à la grande famille Zaïroise de donner l'occasion au Président-Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution de poursuivre l'œuvre grandiose entreprise depuis le 24 novembre 1965.

D'où la raison d'être des dispositions spéciales relatives au Président-Fondateur.

1.-PREAMBULE

Le préambule ne soulève pas de problèmes particuliers. On notera cependant la mise en relief, à ce niveau déjà, de la consécration du MOBUTISME, comme doctrine du Mouvement Populaire de la Révolution, ainsi que la référence à nos ancêtres à côté de la notion de Dieu. Ce dernier trait confirme davantage le caractère authentique de notre démarche philosophique.

2.-TITRE I.

Pour mettre en relief la laïcité de l'Etat, il est prévu à l'article 1^{er} que L'Etat zaïrois est laïc. Cette disposition doit être rapprochée de celles de l'article 18, qui garantissent la liberté de pensée, de conscience et de religion.

L'Etat zaïrois garantit certes cette liberté, mais il n'a de référence pour aucune tendance, il est au-dessus des tendances religieuses et autres.

L'article 8 instaure une organisation politique authentiquement zaïroise. Les dispositions de cet article sont précisées et complétées par celles du Titre III.

Aux termes de l'article 9, le Président du Mouvement populaire de la révolution incarne la Nation. Il est le Chef de la grande famille zaïroise et est de droit le président de la République.

A ce titre, il exerce pleinement le pouvoir étatique au nom du peuple.

3.- TITRE II

L'article 17 consacre expressément le caractère public des audiences des cours et tribunaux.

L'alinéa 1^{er} de l'article 25 proclame l'obligation faite à tout Zaïrois de contribuer à l'œuvre de construction nationale.

Dans une Constitution révolutionnaire, il est nécessaire de marquer le devoir de tout citoyen de participer à l'œuvre de construction nationale au lieu de se limiter à affirmer les droits des citoyens qui ne sont, du reste, pas contestés.

4.-TITRE III

Comme dit au titre I, le régime politique adopté est authentiquement zaïrois. Il diffère, à plusieurs égards de celui instauré en 1967, en ce qu'il ne comprend plus qu'une seule institution, le Mouvement Populaire de la Révolution, qui détient la plénitude du pouvoir et dont le Président est l'incarnation.

En conséquence, toutes les anciennes institutions sont devenues des organes du Mouvement Populaire de la Révolution fonctionnant sous la responsabilité, la direction et la présidence du Président du Mouvement Populaire de la Révolution. Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution a donc la plénitude du pouvoir.

Compte tenu de l'étendue des pouvoirs dévolus au Président du Mouvement Populaire de la Révolution, il y a lieu de craindre de sa part, non seulement l'usure du pouvoir, mais aussi des abus et des cas de déviationnisme.

C'est pourquoi, la durée du mandat du Président du Mouvement Populaire de la Révolution a été limitée à cinq ans. Il ne sera rééligible qu'une seule fois.

Toutefois, toutes ces restrictions ne concernent pas le fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution.

La grande famille zaïroise lui demande en effet d'assurer la continuité de l'œuvre salvatrice qu'il a entreprise.

Quant aux organes du Mouvement Populaire de la Révolution, leur nombre a été fixé à cinq, à savoir :

- Le Bureau Politique ;
- Le Congrès ;
- Le Conseil Législatif ;
- Le Conseil Exécutif ;
- Le Conseil Judiciaire.

a. - Le Bureau Politique

Le Bureau Politique demeure l'organe de conception, d'inspiration, d'orientation et de décision du Mouvement Populaire de la Révolution. Bien plus, le Bureau Politique devient le dépositaire et le garant constitutionnel du MOBUTISME.

C'est à ce titre que le Bureau Politique désigne le candidat à la présidence du Mouvement Populaire de la Révolution, lequel sera élu au suffrage universel.

De même, il est de sa compétence de constater le cas de vacance par décès, démission ou pour quelque cause que ce soit, ainsi que le cas d'empêchement. Dans tous ces cas, il est prévu que les fonctions du Président du Mouvement populaire de la révolution sont exercées par le Commissaire politique le plus âgé.

Le Bureau Politique est en outre appelé à connaître de tout cas de nature à porter atteinte à la doctrine du Mouvement Populaire de la Révolution, même dans le chef du Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

C'est en vertu de tout ce qui précède que cet organe occupe la première place dans notre ordonnancement politique.

Pareilles responsabilités appellent de la part de la Constitution une protection spéciale des Commissaires politiques.

C'est pourquoi, la Constitution révisée prévoit que le Président du Mouvement Populaire de la Révolution n'est pas autorisé à modifier la composition du Bureau politique de plus de 1/3 au cours de son mandat.

Il y a lieu de noter que la composition du Bureau politique a été arrêtée à 30 membres.

Il y a aussi lieu de noter que l'organe officiel d'information dont il est question à l'article 62 alinéa 3, est l'Agence Zaïre Presse : « AZAP », à qui revient désormais la tâche de diffuser fidèlement les textes légaux.

b.- Le Congrès

Le Congrès rassemble toutes les forces vives du pays et se réunit tous les cinq ans. C'est l'occasion qui est donnée aux cadres dirigeants

du Mouvement Populaire de la Révolution de faire le point de la situation générale du pays.

c.- Le Conseil Législatif

La tâche principale du Conseil Législatif sera d'élaborer des lois dont la responsabilité incombe au Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

C'est pour cette raison que le Président du Mouvement Populaire de la Révolution préside le Conseil Législatif. Toutefois, pour des raisons pratiques, le Président du Mouvement Populaire de la Révolution ne peut présider effectivement les débats législatifs pendant 3 mois ; c'est pourquoi les fonctions de Président du Conseil Législatif seront exercées par délégation par le Président du bureau Permanent du Conseil législatif.

Par ailleurs, pour des raisons d'option politique, il a été décidé que le calcul pour le nombre des Commissaires du peuple sera : 1 Commissaire du Peuple pour 100.000 habitants au lieu de 50.000 comme avant. Toutefois, la circonscription électorale qui ne totaliserait pas le chiffre de 100.000 habitants a d'office droit à un siège.

d.- Le Conseil Exécutif

Le Conseil Exécutif est l'organe d'exécution du Mouvement Populaire de la Révolution. Il est donc normal et logique que ses membres, c'est-à-dire les Commissaires d'Etat, travaillent sur base d'un programme arrêté et des décisions prises par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

e.- Le Conseil Judiciaire

L'appellation « Le Conseil Judiciaire » a été préférée à d'autres pour des raisons d'option politique.

Le Conseil Judiciaire a pour mission de dire le droit et de rendre la justice dans la grande famille du Mouvement Populaire de la Révolution.

Conformément à notre authenticité, cette justice doit être rendue au nom et sous l'autorité de celui qui incarne la Nation, c'est-à-dire, le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Désormais, le contrôle de la constitutionnalité des lois relève de la compétence de la Cour Suprême de Justice.

5.-TITRE VI

L'article 76 apporte une importante innovation. Désormais, la procédure d'autorisation préalable de la loi pour la ratification de certains traités et accords internationaux, jugés d'intérêt supérieur, est ainsi abolie, dès lors que le pouvoir législatif est exercé par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution avec le concours du Conseil Législatif.

Loi n°74/020 du 15 août 1974 portant révision de la Constitution du 24 juin 1967.

Le Conseil Législatif a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit ;

Article 1^{er} : La Constitution du 24 juin 1967 est modifiée conformément au texte annexé à la présente loi.

Article 2 : La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

**MOBUTU SESE SEKO
KUKU NGBENDU WA ZA
BANGA**
Général de Corps d'Armée.

CONSTITUTION

PREAMBULE

Nous, peuple zaïrois, réuni au sein du Mouvement populaire de la révolution ;

Guidé par le Mobutisme ;

Convaincu de nos options fondamentales telles que définies dans le Manifeste de la N'Sele ;

Conscient que seule la politique de recours à l'authenticité nous permet d'affirmer notre personnalité, de réaliser nos objectifs et de contribuer efficacement à la civilisation de l'universel ;

Mû par la volonté de garantir l'unité et l'intégrité territoriale, d'assurer à chacun le bien-être matériel et de créer les conditions propices à l'épanouissement moral et spirituel de tous les Zaïrois ;

Convaincu que seule la mobilisation des masses, sous l'égide du Mouvement Populaire de la Révolution, permet au peuple zaïrois de garantir son indépendance politique, économique, sociale et culturelle;

Convaincu qu'il n'y a point de grandeur dans la servitude et la dépendance ;

Convaincu que les peuples d'Afrique ne pourraient se libérer totalement de l'emprise étrangère que par la voie de l'unité africaine;

Proclamant notre adhésion à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;

Conscient de nos responsabilités devant Dieu, les ancêtres, l'Afrique et le Monde ;

Déclarons solennellement adopter la présente Constitution.

TITRE I

DU TERRITOIRE ET DE LA SOVERAINETE DE LA REPUBLIQUE

Article 1^{er} : La République du Zaïre est un Etat unitaire, démocratique, social et laïque.

Article 2 : La République du Zaïre comprend la ville de Kinshasa et les huit régions énumérées ci-après : Bandundu, Bas-Zaïre, Equateur, Haut-Zaïre, Kasai-Occidental, Kasai-Oriental, Kivu, Shaba.

Article 3 : Kinshasa est la capitale de la République du Zaïre.

Article 4 : L'emblème de la République est le drapeau vert clair, orné au centre d'un cercle jaune dans lequel figure une main droite tenant un flambeau à la flamme rouge.

Article 5 : Sa devise est : Paix, Justice, Travail.

Article 6 : Ses armoiries se composent d'une tête de Léopard encadrée, à gauche, d'une branche de palmier et d'une flèche et, à droite,

d'une pointe d'ivoire et d'une lance, le tout reposant sur une pierre.

Article 7 : Son hymne nationale est : la Zaïroise.

Article 8 : Le peuple zaïrois est organisé au sein du Mouvement Populaire de la Révolution.

Article 9 : Le pouvoir émane du peuple qui l'exerce par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution, qui est de droit Président de la République, avec le concours des organes du Mouvement Populaire de la Révolution.

Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Article 10 : Tout acte de discrimination raciale, ethnique et religieuse, ainsi que toute propagande régionaliste susceptible de porter atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat ou à l'intégrité du territoire de la République sont prohibés.

Article 11 : Le sol et le sous-sol zaïrois ainsi que leurs produits naturels appartiennent à l'Etat. Les conditions de concession sont fixées par la loi.

TITRE II

DES DROITS FONDAMENTAUX ET DES DEVOIRS DU CITOYEN

Article 12 : Tous les Zaïrois, hommes et femmes, sont égaux devant la loi et ont droit à une égale protection des lois.

La loi fixe les règles sur la nationalité.

Aucun Zaïrois ne peut, en matière d'éducation et d'accès aux fonctions publiques, faire l'objet d'une mesure discriminatoire, qu'elle résulte d'une loi ou d'un acte de l'exécutif en raison de sa religion, de son appartenance ethnique, de son sexe, de son lieu de naissance ou de sa résidence.

Article 13 : Toute personne a droit à la vie et à l'intégrité physique.

Nul ne peut être soumis à la torture ni à des traitements inhumains ou dégradants.

Nul ne peut être mis à mort si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Article 14 : Toute personne a droit au libre développement de sa personnalité sous réserve du droit d'autrui et de l'ordre public.

Nul ne peut être tenu en esclavage ou en servitude ou dans une condition analogue.

Nul ne peut être astreint à un travail forcé ou obligatoire, sauf dans les cas prévus par la loi.

Tout Zaïrois est astreint au service militaire ; celui-ci peut être remplacé par un service civique dans les conditions fixées par la loi.

Article 15 : La liberté individuelle est garantie.

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ni détenu qu'en vertu de la loi et dans la forme qu'elle prescrit.

Nul ne peut être poursuivi pour une action ou une omission qui ne constitue pas une infraction à la loi au moment où elle a été commise et au moment des poursuites.

Chacun a le droit de se défendre lui-même ou de se faire assister d'un défenseur de son choix.

Nul ne peut être distrait contre son gré du juge que la loi lui assigne.

Article 16 : Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie par un jugement définitif.

Il ne peut être infligé de peine plus forte que celle applicable au moment où l'infraction a été commise.

Article 17 : Tout jugement est motivé. Il est prononcé en audience publique.

Les audiences des cours et tribunaux sont publics, à moins que cette publicité ne soit dangereuse pour l'ordre public ou les bonnes mœurs ; dans ce cas, le tribunal ordonne le huis clos.

Article 18 : Dans la République, il n'y a pas de religion d'Etat.

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Toute personne a le droit de manifester sa religion ou ses convictions, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques, l'accomplissement de rites et l'état de vie religieuse, sous réserve de l'ordre public et de bonnes mœurs.

La loi fixe les conditions de constitution des sectes religieuses.

Article 19 : Tout Zaïrois a droit à la liberté d'expression. Ce droit implique la liberté d'exprimer sa pensée et ses sentiments notamment par la parole, l'écrit et l'image.

Il trouve sa limite dans (es prescriptions de la loi et les règlements qui appliquent celle-ci.

Article 20 : La famille, base naturelle de la communauté humaine, est placée sous la protection du Mouvement Populaire de Révolution. Elle sera organisée de manière à ce que soient assurées son unité et sa stabilité.

Tout Zaïrois a le droit de se marier et de fonder une famille. La loi fixe les règles sur le mariage.

Les soins et l'éducation à donner aux enfants constituent, pour les parents, un droit et un devoir qu'ils exercent sous l'autorité et avec l'aide du Mouvement Populaire de la Révolution.

Article 21 : Il est pourvu à l'éducation de la jeunesse par l'enseignement national.

L'enseignement national comprend les écoles publiques placées sous le contrôle du Mouvement populaire de la révolution et soumises à un statut fixé par la loi.

Tous les Zaïrois ont accès aux établissements d'enseignement sans distinction d'origine, de religion, de race ou d'opinion philosophique.

Article 22 : Les droits de propriété individuelle ou collective, qu'ils aient été acquis en vertu du droit coutumier ou du droit

écrit, sont garantis. Il ne peut être porté atteinte à ces droits que pour des motifs d'intérêt général et en vertu d'une loi, sous réserve d'une indemnité équitable à verser au titulaire lésé dans ses droits.

La propriété des entreprises privées qui présentent un intérêt national essentiel peut être transférée, en vertu d'une loi, à la République ou à une personne morale publique moyennant une indemnité équitable à leurs propriétaires.

Article 23 : Aucun Zaïrois ne peut être expulsé du territoire de la République.

Tout Zaïrois a le droit de se fixer librement en un lieu quelconque du territoire de la République et d'y jouir de tous les droits qui lui sont reconnus par la présente Constitution. Ce droit ne peut être limité qu'en vertu de la loi.

Article 24 : Toute personne a droit à l'inviolabilité de son domicile.

Les autorités publiques ne peuvent porter atteinte à ce droit qu'en vertu de la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

Article 25 : Tout Zaïrois a le devoir de contribuer, par le travail, à la construction et à la prospérité de son pays.

Nul ne peut être lésé dans son travail en raison de ses origines ou des ses croyances.

Le droit de grève est reconnu au travailleur qui l'exerce par l'action syndicale conformément aux lois.

Article 26 : Tous les Zaïrois ont le droit de constituer des associations et des sociétés.

Les groupements dont le but et ou l'activité seraient contraires aux lois et dirigés contre l'ordre public sont prohibés.

Article 27 : Tout Zaïrois a la responsabilité de la bonne marche des activités du Mouvement populaire de la révolution.

A ce titre, il a le devoir, par une vigilance de tous les instants :

1. De soutenir la révolution et d'en défendre les acquis ;
2. De sauvegarder l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

TITRE III

DU MOUVEMENT POPULAIRE DE LA REVOLUTION, DU PRESIDENT DU MOUVEMENT POPULAIRE DE LA REVOLUTION ET DES ORGANES DU MOUVEMENT POPULAIRE DE LA REVOLUTION

SECTION I

Du Mouvement Populaire de la Révolution

Article 28 : En République du Zaïre, il n'existe qu'une seule institution, le Mouvement Populaire de la Révolution, qu'incarne son Président.

Article 29 : Le Mouvement Populaire de la Révolution est la nation zaïroise organisée politiquement.

SECTION II

DU PRESIDENT DU MOUVEMENT POPULAIRE DE LA REVOLUTION

Article 30 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution est de droit Président de la République et détient la plénitude de l'exercice du pouvoir.

Il préside le Bureau politique, le Congrès, le Conseil Législatif, le Conseil Exécutif et le Conseil Judiciaire.

Article 31 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution est élu pour cinq ans au suffrage universel direct.

Il n'est rééligible qu'une seule fois. Tout citoyen zaïrois de naissance, âgé de 40 ans révolus et qui remplit les conditions d'éligibilité au Conseil Législatif peut être élu Président du Mouvement Populaire de la Révolution, Président de la République.

L'élection a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Une loi fixe les conditions des déclarations des candidatures, du déroulement du scrutin, du dépouillement et de la proclamation des résultats.

Article 32 : Avant d'entrer en fonction, le Président du Mouvement Populaire de la Révolution prête le serment suivant, devant la Nation représentée par le Congrès, en présence de la Cour suprême de justice qui en prend acte.

« Moi, X..., élu Président du Mouvement populaire de la révolution et de droit Président de la République du Zaïre, je jure d'observer la Constitution et les lois de la République, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire ».

Article 33 : En cas de vacance par décès, démission ou pour quelque cause que ce soit, ou d'empêchement constaté par le bureau politique, les fonctions de Président du Mouvement Populaire de la Révolution sont provisoirement exercées par le commissaire politique le plus âgé.

Lorsqu'il s'agit de démission, celle-ci est reçue par le Bureau politique qui en informe la Nation.

En cas de vacance ou lorsque l'empêchement est déclaré définitif par le Bureau politique, l'élection du nouveau Président du Mouvement Populaire de la Révolution a lieu sur convocation du Bureau politique 30 jours au moins et 60 jours au plus après l'ouverture de la vacance ou après la déclaration du caractère définitif de l'empêchement.

La candidature au poste de Président du Mouvement Populaire de la Révolution est reçue, examinée, approuvée et présentée par le Bureau Politique.

Article 34 : Le Président fixe les structures du Mouvement Populaire de la Révolution qui ne sont pas contenues dans la présente Constitution.

Article 35 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution dirige et contrôle la politique étrangère de la République.

Il accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères ; les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires sont accrédités auprès de lui.

Article 36 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution communique avec le peuple soit directement, soit par des messages et prononce au moins une fois par an un discours de politique générale.

Article 37 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution exerce le pouvoir de légiférer avec le concours du Conseil Législatif.

Il promulgue les lois dans les conditions fixées par l'article 62.

Article 38 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution assure l'exécution des lois et fait les règlements de police et d'organisation interne de l'administration. Il exerce ce pouvoir par voie d'ordonnance.

Article 39 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution nomme et révoque les commissaires politiques.

Toutefois, hormis les cas de flagrant délit ou de forfaiture notamment constatés par les cours et tribunaux à la suite d'une infraction de droit commun, il ne pourra, au cours de son mandat, procéder au changement de plus du tiers des membres du Bureau politique, dont le nombre est fixé à trente.

Le Président du Mouvement populaire de la révolution nomme et révoque les membres du Conseil Exécutif et détermine leurs attributions respectives.

Il détermine et conduit la politique de la Nation. Il fixe le programme d'action du Conseil Exécutif et veille à son application.

Article 40 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution nomme et révoque les commissaires de région.

Il nomme et révoque les magistrats du siège et du parquet.

Il est le Chef Suprême des forces armées. Il nomme et révoque les officiers des forces armées.

Il nomme et révoque les fonctionnaires de commandement de l'administration.

Il reçoit le serment des membres du Bureau politique et du Conseil Exécutif, des magistrats de la Cour Suprême de Justice, de Commissaires de région et des officiers des forces armées.

Il peut remettre, commuer et réduire les peines.

Il confère les grades dans les ordres nationaux et les décorations de la République.

Il a le droit de battre la monnaie et d'émettre du papier monnaie.

Article 41 : La déclaration de guerre est proclamée par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution qui en informe la Nation par un message, après que le Bureau Politique eut été informé préalablement.

Lorsque la guerre est déclarée, le Président du Mouvement Populaire de la Révolution peut proclamer l'état de siège.

Article 42 : Lorsque des circonstances graves menacent d'une manière immédiate l'indépendance de la Nation ou qu'elles provoquent l'interruption du fonctionnement régulier des organes de la République ou encore lorsqu'elles risquent de porter atteinte aux intérêts vitaux de l'Etat, le Président du mouvement populaire de la révolution informe le Bureau politique et proclame l'état d'urgence.

Il prend alors les mesures exigées par les circonstances.

Il en informe la Nation par un message.

SECTION III

DES ORGANES DU MOUVEMENT POPULAIRE DE LA REVOLUTION

Article 43 : Les organes du Mouvement populaire de la révolution sont ;

1. Le Bureau Politique ;
2. Le Congrès ;
3. Le Conseil Législatif ;
4. Le Conseil Exécutif ;
5. Le Conseil Judiciaire.

CHAPITRE I

DU BUREAU POLITIQUE

Article 44 : Le Bureau Politique est l'organe de conception, d'inspiration, d'orientation et de décision du Mouvement politique de la révolution.

Ses membres sont appelés commissaires politiques.

Le Bureau politique est présidé par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Il statue par voie de décision d'Etat. Les décisions d'Etat obligent, selon le cas, le Conseil Législatif ou le Conseil Exécutif à préparer les textes législatifs ou à élaborer les règlements conformes.

En attendant leur publication au journal officiel les décisions d'Etat ont force obligatoire dès leur diffusion par l'agence officielle d'information.

Article 45 : L'organisation et le fonctionnement du Bureau Politique sont fixés par son règlement d'ordre intérieur.

Article 46 : Le Bureau politique est le dépositaire et le garant du Mobutisme.

A ce titre, il est compétent pour connaître de tout acte de nature à porter atteinte à la doctrine du Mouvement Populaire de la Révolution, même dans le chef du Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

L'acte posé par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution dans le cadre des dispositions de l'alinéa précédent est qualifié de déviationnisme.

Dans ce dernier cas, le Bureau politique, saisi par une motion remise au Secrétaire Permanent du Bureau politique par un de ses membres, se réunit de plein droit sous la présidence du Commissaire politique le plus âgé.

Une loi déterminera le cas de déviationnisme.

Le Secrétaire permanent du Bureau politique saisi par la motion, en informe le Président du Mouvement Populaire de la Révolution, qui fournit ses moyens de défense.

Lorsque le déviationnisme est constaté par le Bureau politique, celui-ci prononce la destitution du Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

La vacance ainsi créée entraîne l'application des dispositions prévues à l'article 33.

Article 47 : Les commissaires politiques ne peuvent être poursuivis qu'avec l'autorisation du Président du Mouvement Populaire de la Révolution ou s'ils sont mis en accusation par ce dernier.

Toutefois, ils ne peuvent être inquiétés ni poursuivis en raison des opinions émises conformément à l'article 46.

CHAPITRE II DU CONGRES

Article 48 : Le Congrès est composé de membres représentant toutes les forces vives de la Nation ; ces membres sont désignés par le Bureau politique.

Il est présidé par le Président du Mouvement populaire de la révolution.

Article 49 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution convoque le Congrès en réunion ordinaire tous les cinq ans. Il peut également le convoquer en réunion extraordinaire.

Le Congrès adopte des résolutions sur les problèmes figurant à son ordre du jour.

Article 50 : L'organisation, le fonctionnement et le déroulement des travaux du Congrès sont déterminés par son règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE III

DU CONSEIL LEGISLATIF

Article 51 : Le Conseil Législatif est l'organe chargé de l'élaboration des lois dans les conditions fixées par l'article 37, alinéa premier.

Il est constitué d'une Chambre unique. Ses membres sont appelés commissaires du peuple; Leur mandat est national.

L'organisation et le fonctionnement du Conseil Législatif sont fixés par son règlement d'ordre intérieur.

Article 52 : Les commissaires du peuple sont élus au suffrage universel direct, à raison d'un commissaire du Peuple pour 100.000 habitants; chaque fraction de la population égale ou supérieure à 50.000 habitants donne droit à un commissaire du Peuple de plus.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, la circonscription électorale qui ne totaliserait pas le chiffre de 100.000 habitants a d'office droit à un siège.

Article 53 : La durée de la législature est de cinq ans.

Les pouvoirs du Conseil Législatif expirent le 31 mars de la sixième année à partir de son élection.

L'élection du nouveau Conseil Législatif a lieu trente jours au moins et soixante jours au plus avant la fin de la législature.

Pour être électeur, il faut être Zaïrois, être âgé de 18 ans au moins et ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi électorale.

Pour être éligible au Conseil Législatif, il faut être Zaïrois, être âgé de 25 ans au moins et ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi électorale.

La loi électorale fixe les conditions de présentation des candidats, le régime des incompatibilités, les modalités des opérations électorales et les conditions dans lesquelles sont désignées les personnes appelées, en cas de vacance du siège, à remplacer les membres du Conseil Législatif jusqu'au renouvellement du Conseil.

Article 54 : Le Conseil Législatif vérifie les pouvoirs de ses membres.

En cas de contestation, le Bureau Politique statue conformément à la loi électorale.

Article 55 : Lorsqu'un commissaire du peuple se rend coupable de manquement grave à la discipline du Mouvement Populaire de la Révolution, il perd son mandat au Conseil Législatif et y est remplacé par un suppléant.

Article 56 : Le mandat d'un commissaire du peuple prend fin par la mort, la démission, l'incapacité permanente, l'absence non motivée ou non autorisée à plus d'un quart des séances d'une session ou lorsque le commissaire du peuple tombe dans un des cas d'exclusion prévus par la loi électorale.

Article 57 : Le Conseil Législatif se réunit sur convocation du Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution déclare la clôture des sessions sur proposition du Bureau permanent du Conseil Législatif.

Article 58 : Sur proposition du Bureau Politique, le Conseil Législatif élit son Bureau permanent qui comprend un Président, deux Vice-présidents et deux Secrétaires.

Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 30, alinéa 2, le Président du Bureau permanent du Conseil législatif exerce ses fonctions par délégation du Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Article 59 : L'initiative des lois appartient concurremment au Président du Mouvement Populaire de la Révolution et à chacun des membres du Conseil Législatif.

Si un projet ou une proposition de loi est déclaré urgent par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution, il est examiné par priorité par le Conseil Législatif.

Article 60 : Pour les séances du Conseil Législatif, la moitié des membres constitue le quorum.

Toutefois, sous réserve des autres dispositions de la présente Constitution, le Conseil Législatif ne prend ses décisions qu'autant que la majorité de deux tiers de ses membres se trouve réunie.

Sous réserve des autres dispositions de la présente Constitution, et sauf ce qui sera établi

par le règlement d'ordre intérieur du Conseil Législatif à propos des élections et présentations, toute résolution, toute décision est prise à la majorité absolue des suffrages.

Article 61 : Les membres du Conseil Exécutif ont le droit et, s'ils en sont requis, l'obligation d'assister aux séances du Conseil Législatif. Ils doivent être entendus chaque fois qu'ils le demandent.

Ils ont le droit d'amendement au cours de toute la procédure législative.

Article 62 : Les lois sont promulguées par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Elles sont revêtues du sceau de l'Etat et publiées au Journal Officiel de la République.

A moins qu'elles n'en disposent autrement, les lois entrent en vigueur dès leur diffusion par l'agence officielle d'information.

Article 63 : Aucun membre du Conseil Législatif ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou jugé en raison des opinions ou votes émis par lui dans l'exercice de ses fonctions.

Les membres du Conseil Législatif ne peuvent être poursuivis qu'avec l'autorisation du Président du Mouvement populaire de la Révolution ou s'ils sont mis en accusation par ce dernier.

CHAPITRE IV

DU CONSEIL EXECUTIF

Article 64 : Le Conseil Exécutif est l'organe d'exécution du Mouvement Populaire de la Révolution.

Il est présidé par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Ses membres sont appelés commissaires d'Etat.

Article 65 : Les commissaires d'Etat sont les chefs de leurs départements. Ils appliquent dans leurs départements le programme fixé et les décisions prises par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Ils répondent de leurs actes devant le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Ils sont réputés démissionnaires chaque fois que les fonctions du Président du Mouvement Populaire de la Révolution prennent fin.

Dans ce cas, le Conseil Exécutif expédie les affaires courantes jusqu'à la formation d'un nouveau Conseil Exécutif.

Les commissaires d'Etat ne peuvent être poursuivis qu'après autorisation du Président du Mouvement Populaire de la Révolution ou s'ils sont mis en accusation par ce dernier.

CHAPITRE V

DU CONSEIL JUDICIAIRE

Paragraphe 1

Dispositions générales

Article 66 : L'ensemble des cours et tribunaux forme le Conseil Judiciaire.

Le Conseil Judiciaire comprend la Cour Suprême de Justice, le Conseil de Guerre général, les Cours d'Appel, la Cour de Sûreté de l'Etat, les tribunaux civils et les Conseils de guerre.

L'organisation, la compétence des cours et tribunaux ainsi que la procédure à suivre sont réglées par la loi.

Article 67 : La mission de dire le droit est dévolue au Conseil Judiciaire. Le magistrat, dans l'exercice de cette mission, est indépendant.

Il ne peut être créé de commission ni de tribunaux extraordinaires sous quelque dénomination que ce soit.

Les arrêts et jugements ainsi que les ordonnances des cours et tribunaux sont exécutés au nom du Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

Article 68 : Les cours et tribunaux appliquent la loi et la coutume pour autant que celle-ci soit conforme aux lois et à l'ordre public.

Les cours et tribunaux n'appliquent les actes des autorités administratives que pour autant qu'ils soient conformes aux lois.

Article 69 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution peut, lorsque l'état de siège ou d'urgence a été proclamé, suspendre sur tout ou partie du territoire de la République et pour la durée qu'il fixe, l'action répressive des juridictions civiles et y substituer celle des juridictions militaires pour les infractions qu'il détermine.

Dans le cas où l'action des juridictions militaires est substituée à celle des juridictions civiles, les droits de défense et de recours en appel ne peuvent être supprimés.

Paragraphe 2

De la Cour suprême de Justice

Article 70 : L'organisation, la compétence de la Cour suprême de justice et la procédure à suivre sont réglées par la loi.

Le contrôle de la constitutionnalité des lois relève de la Cour suprême de justices.

La compétence de la Cour s'exerce sur toute l'étendue du territoire de la République.

Les cours et tribunaux inférieurs sont tenus de se conformer aux arrêts de la Cour suprême de justice.

Paragraphe 3

Des magistrats et du Conseil supérieur de la Magistrature

Article 71 : Le statut des magistrats est fixé par une loi.

Article 72 : Le Conseil supérieur de la magistrature est la juridiction disciplinaire des magistrats du siège.

La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature sont fixés par la loi.

TITRE IV

DES ENTITES REGIONALES

Article 73 : Les entités régionales sont organisées par la loi.

La loi détermine les principes fondamentaux de leurs attributions, de leurs compétences et de leurs ressources.

La capitale de la République ne relève d'aucune région. Une loi fixe son statut.

TITRE V

LES FINANCES PUBLIQUES

Article 74 : Il ne peut être établi d'impôt qu'en vertu de la loi. La contribution aux charges publiques constitue un devoir pour chaque citoyen.

Il ne peut être d'exemption ou allègement fiscal qu'en vertu de la loi.

Article 75 : Il est institué dans la République une Cour des comptes dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont régis par la loi.

Les conseillers à la Cour sont nommés par le Président du Mouvement Populaire de la Révolution.

La Cour contrôle, dans les conditions fixées par la loi qui l'a organisée, la gestion des finances publiques.

TITRE VI

DES TRAITES ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX

Article 76 : Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution négocie et ratifie les traités et accords internationaux.

Il peut habiliter d'autres organes du Mouvement Populaire de la révolution à négocier en son nom et à conclure un accord international non soumis à ratification. Il est tenu informé du contenu de tout accord international non soumis à ratification.

Nul échange, nulle adjonction de territoire n'est valable sans l'accord des populations intéressées consultées par la voie du référendum.

Si la Cour suprême de justice, consultée par le Président du Mouvement Populaire de la révolution, déclare qu'un traité ou un accord international comporte une clause contraire à

la constitution, la ratification ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution.

Les traités ou accords internationaux régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve pour chaque traité ou accord, de son application par l'autre partie.

Article 77 : En vue de promouvoir l'unité africaine, la République peut conclure des traités et accords d'association comportant un abandon partiel de sa souveraineté.

TITRE VII

DE LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Article 78 : L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Président du Mouvement Populaire de la Révolution, après avis conforme du Bureau Politique et à la moitié des membres du Conseil Législatif.

Le projet de révision est adopté par le Conseil législatif à la majorité des deux tiers de ses membres.

Le Président du Mouvement Populaire de la Révolution promulgue, conformément à l'article 62, le texte adopté qui entre en vigueur dans les conditions prévues au même article.

TITRE VIII

DISPOSITIONS SPECIALES

Article unique

Les dispositions des articles 31, 39 alinéas 2 et 46 de la présente Constitution ne s'appliquent pas au Président Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution.

De même, l'avis conforme dont question à l'alinéa premier de l'article 78 n'est pas requis en ce qui concerne le Président Fondateur du Mouvement Populaire de la Révolution.

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article I : Pour autant qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions de la présente Constitution, les textes législatifs et

réglementaires existant à la date d'entrée en vigueur de la présente Constitution restent maintenus jusqu'au moment de leur abrogation.

Toutefois, les lois et les actes réglementaires en vigueur de la présente Constitution cessent, sauf s'ils sont prorogés, de produire leurs effets à la date fixée pour leur expiration.

Article II : Les traités ou accords internationaux conclus avant le 30 juin 1974 resteront valables que pour autant qu'ils n'entraînent pas de dépenses de l'Etat.

tionale.

Article III : La reprise ou la rétrocession des terres intervenues en vertu de l'article 58 de la présente Constitution, en cas de non mise en valeur, donne lieu, en cas de non mise en valeur, à aucune indemnité.

Article IV : Nonobstant les dispositions prévues aux articles 52, 53 alinéas 1 et 3, et 58 de la présente Constitution, la présente législature expire le 31 mars 1975.

